«Jean Arthuis - « Soutien européen à l'emploi des jeunes : Nouvelle forme de gesticulation »»

14/11/2013

Jean Arthuis - « Soutien européen à l'emploi des jeunes : Nouvelle forme de gesticulation »

Mardi 12 novembre 2013, le Président de la République a réuni 24 des 28 chefs d'Etat et de gouvernement européens pour se concerter sur un enjeu essentiel, mais pour lequel les moyens mis en commun au niveau européen sont limités et menacés par un budget européen que les même Etats membres veulent revoir à la baisse : la lutte contre le chômage des jeunes. Réunion symbolique donc, ou amorce d'une coopération indispensable, suite à la réunion précédente du même type conviée à Berlin le 3 juillet par Angela Merkel ?

Il ne faudra pas en attendre de nouvelles décisions, a prévenu François Hollande, il s'agira plutôt de "s'assurer que tous les moyens sont mis en œuvre et que la volonté politique est confirmée pour obtenir des résultats concrets dans les deux ans qui viennent." Et de vérifier l'utilisation de fonds européens pour le soutien à l'emploi des jeunes. Il est donc à craindre que la réunion reste effectivement de l'ordre du symbolique, comme souvent lors de ces sommets intergouvernementaux hors du cadre communautaire.

Elle ne le sera toutefois pas si François Hollande s'engage enfin sur la voie des réformes structurelles que seuls les Etats membres de l'Union sont à même de réaliser et dont la France a cruellement besoin, en matière de droit du travail et de fiscalité notamment et que la nouvelle dégradation de la France par les agences de notation rappelle cruellement. Saupoudrer un peu d'argent européen ici et là ne suffira pas. Il convient aussi d'éviter la confusion, que François Hollande entretient, entre ce que l'Union européenne a mis en place, comme "la garantie jeunesse" dotée de 8 milliards d'euros, et ce que la France entend mettre en œuvre. Il restera à trouver les moyens budgétaires nécessaires. Ceux-ci s'ajouteront aux contributions des Etats membres. Sans réforme effective destinée à rétablir la compétitivité des entreprises, la France est condamnée à entretenir l'illusion avec ses "emplois d'avenir".

Comme le disait ce weekend le président du Conseil, Herman van Rompuy, selon les propos rapportés par la presse : "*Les gens critiquent la mondialisation. Mais le plus souvent, les victimes de celle-ci sont en fait les victimes de réformes qui n'ont pas été réalisées. Cela ressemble à un cercle vicieux: pas de confiance politique ne signifie pas de mandat pour changer. Mais ne pas changer va éroder encore plus la confiance.*" Une référence voilée à la France?

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Contact presse : Frédérique HENRY / Camille LOUIS
01 42 34 21 18 / 01 42 34 30 58 - communication@uc.senat.fr
Internet : www.udi-uc-senat.fr
Twitter : @UC_Senat
Facebook : SenateursUDIUC